

QLCO

PRIMES ET SÉCURISATION LOW COST

LE GOUVERNEMENT ET L'ADMINISTRATION ONT MENTI AUX PERSONNELS !



Le mardi 7 juillet 2026, une multilatérale s'est tenue avec la DGAP au sujet de l'ouverture prochaine du QLCO. Le Bureau local UFAP UNSa Justice, seul syndicat présent pour le CP d'Aix-Luyne, a porté la parole des personnels et rappelé avec fermeté leurs revendications.

Le projet d'ouverture du QLCO au CP d'Aix-Luyne devait s'accompagner de garanties fortes. On nous avait vendu un dispositif sécurisé, cohérent, dimensionné à la dangerosité des profils accueillis. La sécurisation du site devait se faire à l'entrée du domaine pénitentiaire. Aujourd'hui, elle est ramenée à l'entrée de l'établissement. C'est un recul majeur. C'est une trahison des engagements pris. Et surtout, c'est une mise en danger directe des personnels.

L'administration tente désormais de faire passer une sécurisation au rabais pour un dispositif acceptable. Mais personne n'est dupe, ce qui devait être une sécurisation globale du domaine devient une sécurisation low cost, bricolée à la dernière minute, dictée non pas par l'analyse du risque, mais par les restrictions budgétaires.

Le bureau local UFAP UNSa Justice du CP Aix Luyne avait déjà dénoncé le manque de moyens et les économies réalisées sur le dos de la sécurité. L'administration avait réfuté ces accusations. Elle prétendait que les choix opérés n'étaient pas guidés par le budget. Aujourd'hui, avec le coup de ciseaux porté sur la prime QLCO des agents, le masque tombe.

L'UFAP UNSa Justice avait raison !

La DGAP et le ministère veulent faire des économies sur la sécurité, sur la reconnaissance du risque et sur les effectifs.

La prime QLCO n'a jamais été une récompense, une carotte ou un outil pour motiver quelques agents à postuler. Elle a été pensée comme la reconnaissance d'un risque particulier lié à la présence, dans un établissement, de profils issus de la criminalité organisée. Ces détenus disposent de moyens financiers, de réseaux, de capacités d'intimidation et de nuisance qui ne s'arrêtent pas à la porte d'un quartier.

Tous les personnels d'un établissement comprenant un QLCO sont exposés. L'anonymisation générale, la sécurisation des abords, la protection des parkings et les mesures de vigilance autour des personnels prouvent une chose simple, personne ne travaille dans un établissement ordinaire quand un QLCO y est implanté.

Alors comment l'administration peut-elle prétendre que seuls les agents directement affectés au quartier seraient concernés par le risque ? Comment peut-elle justifier une prime à géométrie variable alors que l'arrêté vise les agents affectés dans un établissement comprenant un QLCO ?

Le gouvernement communique sur la lutte contre la criminalité organisée, mais refuse d'en payer le prix réel. Ce n'est pas une politique de sécurité. C'est de l'affichage !

Le CP d'Aix-Luynes ne peut pas ouvrir un QLCO avec une sécurisation rabotée et des effectifs insuffisants. Là encore, les engagements doivent être tenus. Le gouvernement avait promis de combler les postes vacants pour permettre l'ouverture du QLCO dans des conditions acceptables. À ce jour, les personnels attendent toujours des garanties concrètes ! Les postes vacants ne se combleront pas avec des discours. La sécurité ne se construit pas avec des économies. Un QLCO ne s'ouvre pas sérieusement avec des agents épuisés, des services sous tension et une organisation déjà fragilisée.

L'UFAP UNSa Justice refuse que la sécurité des personnels devienne une variable d'ajustement budgétaire et que les agents du CP d'Aix-Luynes soient exposés à une criminalité organisée avec des moyens low cost.

Le Bureau local UFAP UNSa Justice exige le respect des engagements pris, le maintien de la prime QLCO pour tous les agents de l'établissement, la sécurisation réelle et complète du site dès l'entrée du domaine pénitentiaire, ainsi que le comblement effectif des postes vacants avant l'ouverture du QLCO.

L'UFAP UNSa Justice ne laissera pas l'administration ouvrir un QLCO au rabais sur le dos des agents.

Aix, le 08 JUILLET 2026

**Le bureau local
UFAP UNSa Justice**

